

**HORS
SÉRIE**
ÉTÉ 2025

HORIZONS PUBLICS

COMPRENDRE

ANTICIPER

INNOVER

AGIR

horizonspublics.fr

Le futur de l'eau en questions

EN PARTENARIAT AVEC



Changer la façon de gérer la ressource en eau

Ce numéro spécial d'*Horizons publics* plonge au cœur d'un enjeu plus que jamais central : l'eau. Longtemps perçue comme une ressource abondante et paradoxalement invisibilisée, l'eau est aujourd'hui sous haute tension. Face au dérèglement climatique, aux sécheresses inédites, aux inondations et à la multiplication des pollutions, notamment par les polluants dits « éternels » (PFAS), il nous faut repenser notre rapport à cette ressource vitale et changer notre façon de la penser, de la consommer et de la gérer.

« La place de l'eau va être fondamentale pour la santé des habitants et pour le rafraîchissement des territoires », nous rappelle par ailleurs et à juste titre Dan Lert, président d'Eau de Paris et adjoint à la maire de Paris en charge de la transition écologique, du Plan climat, de l'eau et de l'énergie, dans ce hors-série.

La question de l'eau revient souvent dans l'actualité, car elle est au croisement de nombreuses politiques publiques, telles que l'énergie, l'agriculture, les paysages, la santé publique, la biodiversité, l'industrie et le sport. Cette dimension plurielle en fait à la fois une ressource riche et complexe, nous concernant tous, où que nous soyons.

C'est pourquoi, pour appréhender les multiples enjeux, les défis et le futur de l'eau dans les territoires (gouvernance, compétition croissante des usages, imaginaire de l'eau à reconstruire), et fidèle à notre ligne éditoriale d'exploration de nouveaux horizons pour l'action publique, nous nous sommes ainsi rapprochés d'Eau de Paris, la plus grande entreprise publique d'eau en France en charge de la production, du transport et de la distribution de l'eau auprès de trois millions d'usagers.

En effet, Eau de Paris a notamment engagé un travail de fond avec Les Ateliers des Métamorphoses, une démarche prospective sur les enjeux de l'eau et de la transformation des territoires pour insuffler une culture de l'anticipation. Ce hors-série prolonge cette réflexion engagée en 2018 et invite à faire un pas de côté, à penser et à voir autrement.

Julien Nessi,
rédacteur en chef d'*Horizons publics*

éditorial

Eau de Paris : prendre l'habitude de regarder au-delà du quotidien et replacer l'eau dans l'imaginaire collectif

 Nous travaillons sur des schémas directeurs à long terme comme le schéma directeur des investissements à l'horizon 2038.

Eau de Paris est l'opérateur municipal du service public de l'eau dans la capitale depuis 2010, en charge de la production, du transport et de la distribution de l'eau auprès de 3 millions d'usagers. Benjamin Gestin, son directeur général, revient sur les enjeux qui attendent l'opérateur et la place centrale de la prospective pour anticiper les défis futurs.

Propos recueillis par **Julien Nessi**, rédacteur en chef d'*Horizons publics*

Pourriez-vous rappeler brièvement les missions d'Eau de Paris ?

Eau de Paris prélève, transporte, traite et distribue en moyenne 483 000 m³ d'eau potable chaque jour à 3 millions d'usagers. En créant un opérateur municipal, la ville de Paris s'est dotée d'un outil capable d'accélérer sa transformation écologique. Notre cœur de métier historique est de gérer le service public de l'eau, de produire et de distribuer une eau potable en quantité suffisante et de qualité conforme aux normes sanitaires. Notre deuxième cœur de métier est de contribuer à la transformation écologique des territoires. Cela concerne principalement le territoire parisien, mais aussi nos zones de présence dans 5 régions, 12 départements et plus de 300 communes.

La prospective semble jouer un rôle important dans votre approche. Comment s'inscrit-elle dans cette volonté de transformation écologique des territoires ?

L'approche prospective nous guide dans notre volonté de diversifier nos métiers par la transition écologique. Nous constatons que notre métier industriel historique est plutôt en décroissance en raison de la baisse des consommations d'eau à Paris. De plus, nous sommes convaincus que l'eau est de plus en plus au cœur de nombreux enjeux de transformation des territoires, notamment en matière écologique. On voit des liens importants entre l'eau et l'alimentation/santé, l'eau et l'énergie, ainsi que l'eau, le sol et l'air.

Parmi les défis futurs, vous avez identifié la gouvernance de l'eau. Comment Eau de Paris aborde-t-il cette question ?

La question de la gouvernance est consubstantielle à la création d'Eau de Paris. L'objectif était d'avoir une gouvernance ouverte et démocratique du service de l'eau, en opposition à une gestion privée per-

çue comme plus opaque. Cela s'est traduit par un conseil d'administration très ouvert avec des élus, des associations, des représentants du personnel et des usagers. Nous avons également contribué à la mise en place, dès le départ, de l'Observatoire parisien de l'eau, une structure municipale de gouvernance participative. En prospective, nous cherchons constamment à innover en matière de participation citoyenne, comme avec le budget participatif de l'eau¹. L'ouverture de notre gouvernance est aussi une réponse à la crise démocratique et au manque de confiance dans les institutions.

Un autre défi majeur est celui de la qualité de l'eau, notamment la contamination de l'eau du robinet par des polluants éternels (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées – PFAS) récemment dénoncée par l'UFC-Que Choisir et Générations Futures². Comment Eau de Paris gère-t-il ce problème ?

Les défis de la qualité de l'eau et de la gouvernance sont interdépendants. Les problèmes de qualité peuvent éroder la confiance dans l'eau et dans les institutions qui la gèrent. Face aux polémiques, comme celle qui s'est ouverte sur les PFAS, nous privilégions la transparence³. Sur le long terme, nous menons une prospective opérationnelle avec des travaux comme le schéma directeur des eaux souterraines. Cette approche croise différentes disciplines (changement climatique, hydrogéologie, pollution, évolution des normes) pour définir nos stratégies en matière de qualité de l'eau, en équilibrant prévention et traitement. Nous avons par ailleurs la chance de disposer de l'un des plus grands laboratoires publics de France dédié à l'eau. Les travaux de R&D analytique de notre laboratoire alimentent nos réflexions prospectives sur la qualité de l'eau.

Les Ateliers des Métamorphoses ont été créés en 2018. Quelle est la vocation de ces ateliers et quelles sont les perspectives pour l'avenir ?

Les Ateliers des Métamorphoses ont deux objectifs principaux et complémentaires. Le premier est de développer la démarche de prospective en interne, pour que les équipes d'Eau de Paris prennent l'habitude de regarder au-delà du quotidien. Le deuxième est d'ancrer Eau de Paris dans un paysage d'institutions publiques qui font de la prospective. Ces ateliers, aux formats variés, nous permettent de créer des liens avec des acteurs académiques, industriels, politiques et associatifs. À l'avenir, nous continuerons ces ateliers sous forme de conférences, visant à toucher un public influent et à replacer l'eau dans l'imaginaire collectif. C'est aussi l'occasion de répondre aux imaginaires négatifs concernant l'eau par un échange sincère et positif. Des actions concrètes peuvent émerger de ces réflexions, comme l'idée d'un institut éco-citoyen autour des questions d'eau.

1. Doté d'une enveloppe de 250 000 euros, ce dispositif permet à des collectifs, associations et usagers de concrétiser leurs projets en lien avec l'eau potable à Paris. La deuxième édition a battu des records : 64 projets ont été déposés et 38 soumis au vote. 17 projets sont lauréats en 2025 (<https://www.eaudeparis.fr/actualite/C3%A9s/2e-budget-participatif-deau-de-paris-decouvrez-les-projets-choisis-par-les-parisiennes>).

2. « Polluants éternels dans l'eau du robinet : une large présence détectée dans 96 % des communes testées », *generations-futures.fr*, 25 janv. 2025 ; Pouliquen F. et Marchais M., « Eau potable. Une contamination massive aux PFAS », *quechoisir.org*, 23 janv. 2025.

3. « Polluants éternels : à la demande de la maire de Paris, Eau de Paris dépose plainte contre X pour obtenir l'application du principe "pollueur-payeur" », communiqué de presse, 28 mars 2025 ; « Eau de Paris s'engage contre les polluants éternels », communiqué de presse, 13 févr. 2025.

Comment l'approche prospective s'intègre-t-elle dans la stratégie globale d'Eau de Paris ?

Si l'approche prospective n'est pas forcément au cœur de notre Contrat d'objectifs et de performance, elle alimente la discussion avec la ville de Paris et encourage des approches de long terme. Nous amenons nos collègues de la ville à regarder au-delà de l'horizon électoral. Nous travaillons sur des schémas directeurs à long terme, comme le schéma directeur des investissements à l'horizon 2038 et le schéma directeur des eaux souterraines, avec des échelles de temps de 10, 15, 20 ou 30 ans.

L'intelligence artificielle (IA) est un sujet d'actualité. Quelle est l'approche d'Eau de Paris vis-à-vis de ces technologies ?

Nous nous intéressons à l'IA, mais avec une approche raisonnée et pragmatique. Nous privilégions les cas d'usage déjà éprouvés. Eau de Paris n'a pas vocation à jouer les apprentis sorciers avec l'IA sur des métiers sensibles. Nous serons vigilants quant à la sécurité, la maîtrise et la souveraineté des systèmes. L'humain reste central ! L'IA est perçue comme un outil d'aide à la décision pour améliorer des aspects comme la détection des fuites, mais elle ne remplacera pas l'expertise humaine. Notre priorité reste d'aider les équipes d'Eau de Paris à se projeter et à s'adapter.

■

Les Ateliers des Métamorphoses, une démarche prospective pour insuffler une culture de l'anticipation

Depuis 2018, Eau de Paris organise et anime Les Ateliers des Métamorphoses, un espace de réflexion prospective sur les enjeux de l'eau et de la transformation des territoires. Treize ateliers ont déjà été organisés en sept ans sur des thématiques variées en relation avec l'eau, dont huit à neuf enregistrés en format podcast pour créer une culture autour de la ressource en eau, croiser les regards et imaginer le futur. Pour Elisabeth Thiéblemont, à l'initiative de cette démarche et qui a contribué à insuffler cet état d'esprit au sein de l'opérateur public, la prospective permet à Eau de Paris « de faire un pas de côté, de penser et de voir autrement ».

Les Ateliers des Métamorphoses se présentent sous trois formats pour détecter les signaux faibles et explorer le futur : des conférences exploratoires (transformées en podcasts), un travail de veille avec la réalisation de « fiches sentinelles » / « fiches dossiers » sur des signaux faibles, et la constitution de groupes de travail avec des démarches plus créatives (« les inspirantes »).

Pour en savoir plus : <https://www.eaudeparis.fr/ateliers-des-metamorphoses>

Florence Habets et Pierre Veltz : « L'eau est profondément imprégnée dans notre inconscient. »

L'eau est au cœur des enjeux de transformation des territoires. En ouverture de ce numéro spécial sur la prospective de l'eau, nous avons réuni deux pensées complémentaires, celle d'une éminente spécialiste de l'eau et celle d'un penseur global. Florence Habets est hydrogéologue et hydroclimatologue, directrice de recherche et enseignante à l'École normale supérieure. Pierre Veltz est ingénieur, sociologue et économiste. Ensemble, ils font part de leurs réflexions sur la nécessaire bifurcation – voire rupture – qui vient, et sur ses conditions de mise en application sur la ressource en eau.

Propos recueillis par **Léa Tramontin**, journaliste

Pierre Veltz, vous préférez employer le terme de « bifurcation » écologique plutôt que de « transition » pour parler des changements nécessaires. Pourquoi ?

Pierre Veltz (P. V.) – « Transition » laisse supposer que l'on sait où on va et que les choses vont se faire paisiblement. Or, nous avons besoin de changements profonds. D'abord, car les problèmes deviennent plus aigus. La sécheresse à Barcelone et en Catalogne est sans précédent depuis deux siècles. Les politiques de l'eau dans nos pays tempérés faisaient l'objet de changements incrémentaux. Aujourd'hui, on passe en mode turbulent et il va falloir repenser certaines choses à la base. La deuxième raison est que, dans certains cas, il faut changer complètement de trajectoire. C'est le cas de l'énergie décarbonée, mère de toutes les batailles. Passer des fossiles au solaire ou à l'éolien est une rupture, pas une transition. C'est un nouveau monde énergétique qu'il faut construire, un monde où, je le souligne au passage, la décarbonation ne suffit pas : il faut aussi penser aux besoins en eau, dont on parle trop peu, aux besoins en métaux, dont on parle beaucoup, etc. La bonne nouvelle est que nous savons comment faire, nous avons tous les outils pour faire cette bifurcation. La mauvaise nouvelle est que nous ne le faisons pas ou beaucoup trop timidement. Pourquoi ? Par manque de volonté politique, sûrement, pour préserver des intérêts très puissants, mais aussi parce qu'une bifurcation c'est beaucoup plus compliqué à organiser qu'une transition.

Nous sommes dans une situation très difficile. On peut rêver – certains le font – à des changements fondamentaux de la société (sortie du capitalisme, gouvernement mondial, réinvention radicale de l'industrie, etc.). Mais nous sommes devant une urgence et nous n'avons pas d'autre possibilité que de faire avec le monde comme il est. Un certain radicalisme est l'ennemi du changement. Il faut donc

combiner des objectifs très ambitieux avec des moyens réformistes et une forte attention à l'équité sociale. Un « réformisme radical », en d'autres termes. Nous n'avons pas d'autre choix, à mon sens, que de nous débrouiller avec cet oxymore.

Florence Habets, vous êtes hydroclimatologue. Qu'évoque pour vous le terme « bifurcation » ? Qu'en est-il sur les sujets liés à l'eau en France ?

Florence Habets (F. H.) – J'avoue que je trouve ce terme assez léger par rapport aux défis que l'on doit affronter. J'emploie souvent le terme de rupture... Car, aujourd'hui, les activités humaines sont d'une ampleur comparable ou supérieure aux forces géologiques, hydrologiques, géochimiques naturelles. Elles perturbent des cycles qui assurent l'habitabilité de la Terre. Par exemple, on déplace près de deux fois plus de sédiments que la nature et on détourne près de la moitié des débits des fleuves. Si le mot rupture peut paraître ambitieux, il faut se rendre compte qu'il s'agit principalement d'un problème d'organisation et de partage dans nos sociétés, et qu'une grosse partie de l'humanité n'a que peu de changements à faire.

En France, nos activités ont dégradé fortement la qualité de l'eau mais aussi de la biodiversité, qui impacte directement ou indirectement les milieux aquatiques. Ainsi, on a créé plus d'une retenue d'eau par kilomètre carré tout en détruisant environ 70 % des zones humides. Les polluants chimiques s'accumulent dans les rivières, les sédiments, les nappes, et la présence de polluants éternels (PFAS) et pesticides rendent de plus en plus difficile la potabilisation de l'eau¹.

Loin d'être indépendantes, les problématiques de crues et de sécheresses, de qualité de l'eau et de mise en danger de la biodiversité interagissent. Ainsi, les crues favorisent le transport de toutes sortes de polluants ; les sécheresses peuvent réduire le potentiel de dilution, le taux d'oxygène, et augmenter la température, ce qui dégrade les conditions de vie des organismes, alors qu'ils jouent un rôle important sur la qualité de l'eau.

Or, aujourd'hui, globalement, il y a une mauvaise perception des problèmes liés aux aménagements des rivières et à la pollution de l'eau. Un récent rapport de l'État¹ note l'échec global de la préservation de la qualité des ressources en eau pour ce qui concerne les pesticides, et il en est de même pour les nitrates ou les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Le Plan eau 2023 promeut des adaptations au changement climatique, dont les projections sur la France indiquent un risque de pénurie bien plus marqué notamment dans la moitié sud. Mais ces adaptations restent centrées sur une mobilisation plus importante de ressources en eau, avec finalement peu d'action vers des approches plus sobres et compatibles avec les milieux de vie.

Cependant, d'autres technologies de rupture, demandant également des investissements et une acceptation sociétale, sont possibles. Par exemple, la séparation à la source des urines et matières fécales humaines : c'est une approche plus sobre qui permet de faire des économies d'eau, d'énergie et de réduire la pollution.

La question de l'échelle de la gestion de l'eau fait débat aujourd'hui. La Cour des comptes notamment² recommande une approche par sous-bassin versant plutôt que par grand bassin versant ?

F. H. – Pour la gestion de nos usages de l'eau, je suis convaincue que la seule bonne échelle est le multi-échelle. Pas seulement à l'échelle locale car le risque d'appropriation est grand. De grosses entreprises peuvent avoir des situations de quasi-monopoles leur permettant de peser très fortement sur les décisions. Une gestion à l'échelle du bassin favorise le respect de la loi et, ainsi, le partage de ce bien commun qu'est l'eau, entre humains mais aussi avec les non-humains.

Certains se demandent aussi s'il faut créer un groupe d'experts intergouvernemental du climat (GIC) de l'eau ! L'actuel GIEC adresse déjà de façon très importante les enjeux de l'eau, tout d'abord parce que le cycle de l'eau est très impacté par le changement climatique, mais, aussi, parce que l'ensemble des activités humaines le perturbe. De plus, aucune industrie ne peut se passer d'eau, en particulier la production d'énergie ou l'extraction minière qui en sont très dépendantes.

L'eau est également très présente dans les rapports spéciaux, notamment ceux sur l'occupation du sol ou la cryosphère. On note aussi de plus en plus d'initiatives internationales, par exemple les sommets sur l'eau à l'Organisation des Nations unies (ONU). Le premier sommet sur l'eau a eu lieu en 2023, les prochains auront lieu en 2026 et 2028.

P. V. – La question des échelles est l'une des plus compliquées de la bifurcation. Les biens publics essentiels ont tous une dimension globale, mondiale. À ces interdépendances naturelles s'ajoutent celles que nous avons construites par nos artefacts, et qui sont beaucoup plus denses et profondes que nous ne l'imaginons. Ceci ne disqualifie pas, au contraire, l'intérêt de construire des systèmes plus locaux, plus résilients, plus autonomes, moins dépendants des longues chaînes de valeur dont nous avons expérimenté la fragilité lors de la pandémie. Dans beaucoup de domaines, nous avons besoin de plus de « localité » mais aussi, en même temps, de plus de « globalité ». L'énergie est un excellent exemple. Les boucles électriques locales, voire micro-locales, à base de solaire notamment, ont un grand avenir, à mon avis, masqué en France par le centralisme électrique. Mais ces énergies locales ne suffiront pas pour fabriquer de l'acier ou faire rouler les trains. La révolution des réseaux à très haut voltage en courant continu permet des partages à grande distance : Singapour va s'alimenter en Australie par un câble sous-marin. Nous aurons donc à la fois une multitude de réseaux locaux et une tendance à la construction d'un système électrique mondial.

La gestion de l'eau implique souvent des conflits d'usage inhérents à son utilisation. Si elle se raréfie, si elle est de moins bonne qualité, les conflits augmenteront. Comment en sortir grand et ne pas rester englué dedans ?

P. V. – Dans le domaine de l'eau, les conflits ne sont pas nouveaux ; les sociétés humaines ont depuis fort longtemps inventé des institutions pour les gérer. Il y a un riche patrimoine de solutions. La complication est que ces conflits sont désormais très systémiques et intersectoriels, l'eau étant présente et

1. Prévenir et maîtriser les risques liés à la présence de pesticides et de leurs métabolites dans l'eau destinée à la consommation humaine, t. 1. Synthèse, juin 2024.

2. C. comptes, La gestion quantitative de l'eau en période de changement climatique, 17 juill. 2023.

critique partout (industries, nouvelles énergies, informatique). Je pense qu'il nous manque un élément régulateur pour documenter et gérer ces conflits : une empreinte eau (directe et indirecte) serait un complément très utile à l'empreinte carbone.

Par ailleurs, l'action publique a un rôle décisif. Il faudrait sans doute revenir à une planification territoriale plus directive, en la négociant bien sûr avec les pouvoirs locaux et les sociétés civiles locales. Nous devons réinventer une vision nationale de l'aménagement du territoire ou plutôt de son ménagement.

F. H. – La concertation de tous les acteurs est certainement une voie à favoriser. C'est ce qui se passe en France à différentes échelles. Cependant, il y a des écueils associés à des problèmes d'iniquités. Comment partager de façon équitable une ressource quand on ne sait pas qui consomme quoi ? La connaissance des volumes prélevés est un premier point essentiel. Ensuite, l'usage dégrade-t-il la qualité de l'eau ? Doit-on prioriser des usages et pratiques qui sont favorables à la qualité de l'eau ? Aujourd'hui, la question de la pollution est peu prise en compte pour l'allocation en eau ou pour la localisation des installations, alors que cela est clé, notamment sur les aires d'alimentation de captage d'eau potable. Une autre question pourrait être adressée : y a-t-il une bonne adéquation entre l'origine de l'eau et son usage ? Ainsi, est-ce qu'une eau de très bonne qualité est réservée à un usage qui non seulement n'a pas besoin d'une telle qualité, mais de plus dégrade l'eau ? On note également qu'il y a peu de chances qu'une eau prélevée en nappe y retourne, alors que ce sont les nappes qui soutiennent principalement les débits des rivières en période estivale. Tous ces éléments peuvent générer des conflits à l'échelle locale ou régionale, principalement. À l'échelle internationale, des populations locales sont privées de cette ressource essentielle souvent au profit de grands groupes et/ou d'une balance commerciale. Or, le manque d'eau est un des facteurs importants de migrations (nationales et internationales).

Dans ce contexte, quelle place donner aux solutions basées sur les technologies ? Et à celles basées sur la nature ?

P. V. – Nous devrions éviter aussi bien la technophobie que la technolâtrie. Je m'étonne qu'on les oppose souvent en France, en disqualifiant très vite le volet technique comme « techno-solutionniste ». Nous devons faire usage des avancées techniques, avec discernement, tout en neutralisant les effets rebond par la sobriété. Il faut ainsi agir en même temps sur les techniques et sur l'usage. Nous ne nous en sortons pas sans des changements comportementaux. Mais l'énorme problème est que nous sommes, pour diverses raisons, presque toujours entraînés dans la surenchère technologique. Par exemple, avons-nous besoin de toute l'électronique qui est dans nos voitures ? Il n'y a aucune instance où débattre de cela.

S'inspirer du vivant est bien sûr une piste intéressante, qui ne s'oppose ni à la technique ni à la science. L'agroécologie demande plus de science que les méthodes simplistes de l'agriculture chimique. Dans tous les domaines, l'évolution du vivant a mis au point des solutions incroyablement efficaces sur lesquelles nous pourrions nous appuyer davantage. Un bon exemple est celui des « villes éponges », acceptant un certain niveau d'inondation, popularisées à grand renfort de publicité par les urbanistes chinois et promues depuis longtemps par nos hydrologues nationaux...

F. H. – Il est important de remettre en question la surenchère technologique. Comme le propose Olivier Hamant, on a besoin de robustesse. La robustesse peut être basée sur du *low-tech*, comme, par exemple, des solutions fondées sur la nature, qui ont l'avantage d'être des solutions avec de nombreux co-bénéfices, notamment sur la biodiversité, l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la réduction des pollutions. Ce sont donc des solutions à privilégier et qui peuvent aussi apporter du bien-être !

Aujourd'hui, la situation politique et sociétale est telle que nous n'avons plus de grand récit fédérateur pour l'avenir. Quelle place ont pour vous les récits et les perceptions pour accompagner la bifurcation ? Comment réintroduire l'eau dans les récits et les imaginaires ?

P. V. – La question des récits est centrale. Je prends le mot dans un sens large. Il ne s'agit pas simplement des scénarios (comme ceux de l'Ademe) ou d'illustrations. Le philosophe Paul Ricoeur parle, pour les individus, d'« identité narrative » : cela signifie que notre identité est inséparable de la manière dont nous racontons notre vie, y compris et d'abord à nous-mêmes. Sans récit, on baigne dans un flux incohérent d'événements. C'est vrai aussi pour les sociétés. Nous avons connu, au siècle dernier, un récit dominant qui était celui de la « modernisation », récit puissant parce que chacun pouvait en expérimenter les traductions concrètes dans les modes de vie. Ce récit n'était pas consensuel mais formait le fond commun des conflits : comment partager les fruits de la croissance ? Comment réparer les « dégâts du progrès » ? Et puis, progressivement, ce récit s'est délité, fragmenté, à cause de la prise de conscience écologique, mais aussi parce que les gens ne voyaient plus concrètement ce que la « modernisation » leur apportait. Aujourd'hui, le mot de progrès a été remplacé par le mot « innovation », mot vide de véritable sens. Et nous avons vu l'émergence de multiples récits incompatibles.

F. H. – L'eau est profondément imprégnée dans notre inconscient et est souvent synonyme de bien-être et d'apaisement. Elle est tellement nécessaire à la vie que des chercheurs ont montré que les humains sont généralement capables d'identifier la présence d'une rivière à plus de 100 mètres... On doit certainement valoriser et enrichir cet inconscient. On a sans doute trop peu valorisé les connaissances naturalistes au profit de savoirs techniques ou urbains. Le test de la reconnaissance de cinq logos et de cinq feuilles est à ce titre très parlant, car, si la plupart des gens réussissent à nommer les marques, ils échouent à identifier les feuilles, même les plus reconnaissables, comme le chêne ou l'érable. D'une manière générale, nous sommes trop déconnectés des autres formes de vie, qui ont besoin de différentes formes d'eau (profonde, vive, froide, etc.).

SOMMAIRE

Dossier

LE FUTUR DE L'EAU EN QUESTIONS

Dans un monde qui doit s'adapter, il faut comprendre puis agir. Ce numéro spécial d'*Horizons publics* plonge au cœur de l'avenir de l'eau. Longtemps perçue dans nos régions tempérées comme une ressource abondante, l'eau est aujourd'hui sous haute tension.

Face au dérèglement climatique, aux sécheresses inédites, aux inondations et à la multiplication des pollutions, notamment par les « polluants éternels » (PFAS), il est aujourd'hui nécessaire de repenser notre rapport à cette ressource. C'est ce que nous vous proposons dans ce hors-série inédit, qui prolonge Les Ateliers des Métamorphoses d'Eau de Paris, un format de prospective lancé par l'opérateur public. Nous explorons trois grands enjeux : l'eau face à la compétition des usages, les services publics de l'eau demain et l'importance de repenser les imaginaires collectifs pour changer les pratiques.

L'objectif est de préparer une véritable « bifurcation » pour les services publics de l'eau, en réinventant les modèles économiques et les récits autour de cette ressource vitale. Un regard essentiel sur les défis et les pistes d'adaptation pour demain.

Partie 1 – L'eau face à la compétition des usages

Changer d'imaginaire socio-technique pour éviter les conflits liés à l'eau
Avec Julie Trottier | 12

Eau, agriculture et énergie : un *nexus* à gérer dans un contexte de tension
Avec Éric Vidalenc et Emma Haziza | 18

Apprendre à vivre avec les fluctuations du cycle de l'eau : une nécessaire anticipation des « partages de l'eau »
Par Bilel Afrit, Catherine Franck-Néel, Justin Lecomte, Hélène Dolidon et Christine Feray | 20

L'eau et les mines : l'insécurité minérale nous mènera-t-elle vers l'insécurité hydrique ?
Avec Christelle Gramaglia et Emmanuel Hache | 22

Comment Paris s'adapte au changement climatique
Avec Dan Lert | 26

Partie 2 – Quels services publics de l'eau demain

Régis Taisne : « Partager une ressource limitée comme l'eau, c'est faire des choix et de la politique. » | 30

Petites victoires pour grande lutte : le principe « responsable-payeur » en question
Avec Anne Grosperin | 36

Traiter dans l'immédiat, prévenir pour l'avenir
Avec Anne-Sophie Leclère et Laurent Généau | 38

Eau et énergie renouvelable, des synergies à trouver
Avec Vincent Ponzetto | 41

De la gouvernance à la culture de l'eau
Par Elisabeth Thiéblemont | 43

Partie 3 – Repenser l'imaginaire de l'eau : vers une bifurcation future

Réinventer les politiques de l'eau grâce à l'imaginaire
Avec Virginie Tournay et Laurence Lemouzy | 46

Bulles d'eau, quand un groupe de jeunes Parisiennes et Parisiens explore l'avenir de l'eau
Par Hervé Chaygneaud-Dupuy | 49

Le sport et l'eau, pour de nouveaux imaginaires accélérateurs du changement
Avec François Bellanger | 51

S'adapter à la rareté de l'eau, de la science-fiction à l'éducation
Avec Christian Clot | 52

Sébastien Bohler : « Notre cerveau a été notre meilleur allié : aujourd'hui, il devient notre pire ennemi. » | 56

En ligne sur horizonspublics.fr :

- Manuelle Malot : « Emploi : le secteur de l'eau manque de lisibilité. » ;
- Morgan Poulizac : « Les (villes) métropoles : lieu de vie de demain, pour quels habitants ? ».

LE FUTUR DE L'EAU EN QUESTIONS

Dans un monde qui doit s'adapter, il faut comprendre puis agir. Ce numéro spécial d'*Horizons publics* plonge au cœur de l'avenir de l'eau. Longtemps perçue dans nos régions tempérées comme une ressource abondante, l'eau est aujourd'hui sous haute tension.

Face au dérèglement climatique, aux sécheresses inédites, aux inondations et à la multiplication des pollutions, notamment par les « polluants éternels » (PFAS), il est aujourd'hui nécessaire de repenser notre rapport à cette ressource. C'est ce que nous vous proposons dans ce hors-série inédit, qui prolonge Les Ateliers des Métamorphoses d'Eau de Paris, un format de prospective lancé par l'opérateur public. Nous explorons trois grands enjeux : l'eau face à la compétition des usages, les services publics de l'eau demain et l'importance de repenser les imaginaires collectifs pour changer les pratiques.

L'objectif est de préparer une véritable « bifurcation » pour les services publics de l'eau, en réinventant les modèles économiques et les récits autour de cette ressource vitale. Un regard essentiel sur les défis et les pistes d'adaptation pour demain.



Bilel Afrit
 Sarah Bastien
 François Bellanger
 Sébastien Bohler
 Hervé Chaygneaud-Dupuy
 Christian Clot
 Hélène Dolidon
 Christine Feray
 Catherine Franck-Néel
 Benjamin Gestin
 Christelle Gramaglia
 Anne Groperrin
 Florence Habets
 Emmanuel Hache
 Emma Haziza
 Anne-Sophie Leclère
 Justin Lecomte
 Laurence Lemouzy
 Dan Lert
 Manuelle Malot
 Vincent Ponzetto
 Morgan Poulizac
 Régis Taisne
 Elisabeth Thiéblemont
 Virginie Tournay
 Julie Trottier
 Pierre Veltz
 Éric Vidalenc

horizonspublics.fr

